

MAI 68 : QUAND LE NÉCESSAIRE DEVIENT POSSIBLE



Par Myriam Djegham,
Secrétaire fédérale du CIEP-MOC Bruxelles

Une baisse du temps de travail hebdomadaire avec augmentation moyenne de 10% des salaires, le salaire minimum qui grimpe d'un coup de 35%, une réduction de la part demandée au patient pour ses soins de santé, le revenu minimum pour les personnes âgées augmenté, le tout sous un gouvernement de droite. A priori ça semblerait impossible. Et pourtant, ce sont les mesures prises par le gouvernement De Gaulle en France en mai 68. L'explication est simple même si sa mise en œuvre est extrêmement compliquée : cela tient au rapport de forces. Dans un contexte international de mobilisations étudiantes et de luttes pour la paix et l'indépendance, on voit les travailleur.se.s se joindre au mouvement. 10 millions de salarié.e.s du public et du privé, des villes et des campagnes entament une grève et, en trois semaines, le gouvernement est forcé de prendre des mesures de gauche !

Comme l'analyse des faits historiques nous permet de mieux bâtir l'avenir, nous vous proposons au travers des articles de ce Chou de replonger dans les événements comme dans une vague dont le mai 68 français aura été l'écume, le contexte international l'océan, la remise en cause du système la lame de fond. Nous abordons également la vague italienne et les remous causés en Belgique avec notamment les entreprises autogérées, la mise en place des maisons médicales et un clin d'oeil féministe.

Au-delà de la nécessité de luttes qui convergent, une des leçons à tirer de « mai 68 » pourrait être celle-ci : la résignation n'est jamais de mise. En effet, quelques semaines avant mai 68, personne ne sentait le vent venir, comme avant les printemps

arabes d'ailleurs. Lorsque l'encéphalogramme des mobilisations de masse semble plus ou moins plat, il ne l'est jamais réellement. Entre actions locales de quartiers et d'entreprises, d'un combat thématique à l'autre, la colère couve et la conscience peut rapidement se développer réveillant l'aspiration à construire un monde meilleur. Espérons que nous vivrons ce genre de surprise bientôt. Les décisions politiques du gouvernement Michel, en matière de pensions, de santé, de migration, d'énergie... nous en donnent de très (trop) nombreuses occasions.





MAI 1968 : TOUT SEMBLAIT POSSIBLE

Par Paul Delmotte,
Professeur de Politique internationale et d'Histoire contemporaine,
retraité de l'IHECS
et « vieux soixante-huitard »

Avec le recul – et une mémoire défaillante ? – je me dis que Mai 68 a fait s'effondrer nombre des convictions que m'avaient léguées mes parents. Cinquante ans après, mes nouvelles « certitudes » de 1968 en ont certes aussi pris un coup. Mais, à y réfléchir, bien moins que celles du milieu des « anciens coloniaux » dans lequel j'étais tombé tout petit. Il y eut aussi un avant-Mai 68. Dans mon souvenir, l'embrasement de Paris vint s'ajouter à la mort du Che, huit mois plus tôt, dans une école villageoise désaffectée du Sud de la Bolivie. Quelque temps plus tard, un reportage TV – très romantique – sur la guérilla cubaine m'émut considérablement. Je basculais à gauche. Dans une gauche qui permettait de rêver. Pas celle qui allait commanditer et justifier, l'été suivant, l'écrasement du « printemps de Prague ». Mai 68, me dis-je aujourd'hui, m'ouvrit une voie conciliant d'une part ma très adolescente soif de justice et ma détestation des riches, des puissants, des bien en place – paradoxalement, celles-ci étaient aussi un héritage parental – et, de l'autre, le sentiment qu'une autre voie était possible que celle que proposaient les régimes dinosauriens d'Europe de l'Est. En fait, proposaient-ils encore quelque chose ? A l'époque aussi, la Révolution culturelle qui se déchaînait en Chine depuis deux ans apparaissait à bien des jeunes de ma génération comme un espoir. Nous la perçûmes un temps – du moins pour ce que nous en savions et voulions y voir – comme une révolte libertaire contre tout ce qui nous rebutait dans le « socialisme réel ». Ce qu'elle fut d'ailleurs en partie. Tout, donc, nous semblait possible. Car Mai 68, ce fut aussi, de février à septembre, l'offensive du Têt au Vietnam, où, deux mois plus tôt, le massacre de plus de 450 villageois du hameau de My Lai avait révolté le monde.

Le fantastique documentaire réalisé par Ken Burns et Lynn Novick qui passe actuellement sur nos ondes, *The Vietnam War*, nous permet admirablement de replonger dans l'époque. Avec les musiques d'alors, les militants chevelus en parka, les filles pleines de vie et sans soutiens-gorge, les hippies aussi. Une immense fête libertaire qui – comment pouvions-nous nous en douter ? – allait aussi, avec les années, booster le système économique dominant en le confortant d'un individualisme exacerbé pour le plus grand profit de la consommation de masse et de la pub...

1968 : une ébullition mondiale

Mais, 1968 ne se résuma pas aux événements de Paris ni à l'effervescence qui gagna rapidement les campus de l'ULB et de l'UCL. Tout au long de l'année, des explosions de colère secoueront

la jeunesse du monde : au Japon (janvier)², en Pologne (mars), à Mexico (juillet)³ mais aussi à Berlin-ouest. Là où, le 11 avril, l'attentat contre le leader étudiant Rudi Dutschke – qui apparaît aujourd'hui comme on ne peut plus représentatif des idées qui nous animaient – avait plongé la ville dans des émeutes qui furent comme un prélude au Mai 68 parisien. N'oublions pas non plus « la petite histoire » : le 3 août, au Portugal, Antonio de Oliveira Salazar, l'homme de « l'isolement orgueilleux » (tant dans sa vie personnelle que pour l'Empire portugais), était frappé d'un AVC qui le laisserait hémiplégique jusqu'à sa mort, le 27 juillet 1970. Mais, au mois de janvier précédent, le régime avait porté – guerres coloniales obligent – de 18 mois à 4 ans la durée du service militaire. A la perte du chef s'ajoutera une angoisse permanente qui, pendant six ans, rongera les familles portugaises. Affaibli, le régime tombera avec la Révolution des œillets, le 25 avril 1974, et mettra fin, l'année suivante, à ses guerres coloniales.

Car 1968 fut aussi une sorte de raz-de-marée tiers-mondiste. Qui se souvient que, le 1er février, s'ouvrit à Delhi la deuxième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : la CNUCED allait un temps apparaître comme la voix des pays « en développement » et des pauvres du monde, exigeant un « Nouvel ordre économique international ». Avant que dans les années 1980, avec les ajustements structurels du FMI et de la Banque mondiale puis, avec la Gattastrophe de l'Uruguay Round (1986) et la mise en place de l'OMC, le néo-libéralisme ne mette fin à ces espérances. En 1968, enfin, le monde était témoin de la tragédie du Biafra : près de deux millions de personnes y périrent du fait de la faim et des maladies. Faut-il rappeler que ce drame se déroulait depuis 1967 sur fond de convoitises pétrolières et de projets néocoloniaux de la France gaullienne, contrés par l'URSS et la Grande-Bretagne ? Drame qui toutefois se déroulait, peut-être comme jamais auparavant, sous les spots d'une hypermédiatisation des souffrances. Et où déjà se formait l'idée d'une « ingérence humanitaire » d'un certain Bernard Kouchner. Pour ma part, j'y « retrouvais » les mercenaires français Bob Denard et Roger Faulques, « anciens » du Katanga...

Un « nouveau Moyen-Orient », déjà...

Au Proche-Orient, 1968 fut aussi l'année de la bataille de Karameh, en Jordanie (21 mars), qui, aux yeux des Palestiniens, fit entrer les fedayin⁴ dans l'Histoire. Leur « victoire » contre une incursion israélienne qu'ils parvinrent – conjointement et concurremment



¹Ironie du sort, je tenais aussi cette colère et cette hostilité du tort infligé à l'époque à mon père par son employeur, l'Union minière du Haut-Katanga... Second paradoxe, que j'assume volontiers : ce rejet des régimes de l'Est, dits « communistes », était déjà bien en place, mais pour des raisons opposées, chez les « anciens coloniaux ». C'est ça aussi, la dialectique...

²Où l'escale d'un porte-avions américain – bâtiment nucléaire (!) et en pleine guerre du Vietnam (!) – provoquera des manifestations massives

³Qui déboucheront, le 2 octobre, sur le massacre de la Place des trois cultures : l'armée tirera sur les étudiants, faisant une centaine de morts

⁴Les guérilleros palestiniens, membres de groupes armés comme le Fatah et le FPLP, favorables à une autonomie de la lutte palestinienne vis-à-vis des Etats arabes

avec l'armée jordanienne - à repousser, leur donna l'aura qui leur permit, au mois de juillet suivant, d'investir la vieille OLP vermoulue créée en 1964 par les Etats arabes pour mieux canaliser les frustrations des réfugiés palestiniens voués aux camps. Plus à l'Est, à la mi-juillet, un nouveau coup d'Etat du parti Ba'ath amenait au pouvoir un Conseil de commandement de la révolution, entièrement dominé par des membres du clan des Takriti,

Poussés, grâce entre autres à la manne financière déversée par les pétromonarchies, à s'ouvrir aux capitaux occidentaux, ces régimes passeront d'un discours pan-arabiste à un chauvinisme sourcilieux et substitueront bientôt peu ou prou aux valeurs socialistes celles d'un islam conservateur⁶. Enfin, ils connaîtront de l'intérieur - et sans que cela soit toujours clairement perçu - une évolution qui verra s'instaurer des « complexes militaro-mercantiles » (Corm), ce



Manifestation contre la guerre au Vietnam, Université de Floride

dont, à la vice-présidence, un certain Saddam Hussein... Plus au Sud, dans le Golfe dont le Royaume-Uni avait, le mois précédent, annoncé son retrait - un Gulfxit ? - dans les trois ans, les émirats des sept Etats dits de la Trêve annonçaient, fin février, la création à cette échéance d'une fédération, les Emirats arabes unis... Enfin, au Yémen, plongé depuis six ans dans une guerre civile entre républicains et partisans de l'Imam - et, au-delà, entre l'Egypte de Nasser et l'Arabie saoudite du roi Fayçal, la levée du siège de Sanaa, investie par les royalistes, permettait à un jeune officier de s'illustrer : l'alors lieutenant Ali Abdallah Saleh...

Cinquante ans plus tard, il y a certes bien du nouveau sous le soleil du Proche-Orient. L'on pourrait néanmoins considérer, avec Georges Corm⁵, que, dès l'époque, bien des choses s'y mettaient en place qui expliquent les affres des décennies suivantes. La défaite, en juin 1967, des régimes qui avaient émergé dès les années 1950 en réaction à la défaite de 1948 et à la Nakba, dictatures militaires qui se réclamaient du nationalisme panarabe, du tiers-mondisme, d'un certain socialisme et d'une relative laïcité, permit aux pétromonarchies du Golfe de se placer au-devant de la scène politique proche-orientale. Et cela d'autant plus que leurs pétrodollars s'avéraient indispensables au redressement des dictatures vaincues. Les « mouvements de rectification » (Syrie, Egypte, Yémen), la guerre (du Kippour/du Ramadan) d'octobre 1973 et le « choc pétrolier » qui s'ensuivra scelleront ce changement d'époque. Ce sera l'ère des « milliardaires du pétrole ». Progressivement, les régimes hier « prosoviétiques » vaincus en juin 1967 se verront forcés de tenir compte de l'éviction progressive de l'URSS de la scène arabe.

que les Algériens appelleront un peu plus tard la « mafia politico-militaire ». Ce qui permettra, libéralisation économique aidant, une augmentation de plus en plus ostentatoire de la corruption. Et une hogra, une arrogance méprisante de plus en plus nette à l'égard des aspirations populaires⁷.

La fin de la décennie 1960 indique cependant qu'une autre évolution était en gestation. Dès juillet 1968, le rais égyptien Gamal Abdel Nasser, en visite à Moscou, y avait demandé que les Soviétiques négocient directement avec les Américains une « solution politique » à la crise avec Israël. Deux ans plus tard, avec l'acceptation du Plan Rogers⁸, Nasser, hier encore héros/héraut du panarabisme, confirmera une aspiration à « se faire une raison » de l'existence de l'Etat d'Israël, y compris aux dépens des Palestiniens. Dès l'époque se met ainsi en place, sans qu'on l'admette publiquement, une perception arabe de ces derniers comme « un peuple de trop ». Le Plan Rogers sera un feu vert à Septembre noir⁹. Ne pourrait-on voir là les prémises de ce à quoi l'on assiste, 50 ans plus tard, avec le flirt poussé saoudo-israélien et le tir aux pipes, dans une indifférence quasi générale, des manifestants palestiniens à Gaza ?

Clôturons avec Raymond Devos (Les manifestations) en admettant que l'on « n'est pas sorti de l'auberge ». Et avec Claude Nougaro (Paris mai) en constatant que, plus que jamais « les hommes noyés nagent dans leurs autos ». Et que « le vent [n'a pas] dispersé les cendres de [Cohn-]Bendit ».

⁵Le Proche-Orient éclaté (1956-2000), Gallimard, coll. Folio/Histoire, 1999

⁶En 1973, la Constitution promulguée par le très « laïc » Baath syrien proclamait que l'islam devait être la religion du chef de l'État... Il est vrai que Hafez Al-Assad avait conforté son ascension (1970) par des ouvertures aux ulema (les « docteurs de la loi » islamique) sunnites

⁷https://www.rtb.be/info/opinions/detail_algerie-syrie-le-temps-et-les-mots?id=7740568#newsImagesPanenewsImagesPane

⁸Du nom du secrétaire d'Etat US de l'époque, qui entendait s'atteler à une régularisation des relations des pays du Front avec Israël. Et cela sans tenir aucun compte des Palestiniens qui venaient de faire irruption sur la scène internationale

⁹L'éviction manu militari des fedayin de Jordanie. Ceux-ci se replieront sur le Liban, allumant la mèche qui devait embraser le Pays du Cèdre en 1975



Florence Loriaux,
Carhop

QUAND MAI 68 RÉHABILITE L'AUTOGESTION

Mai 68, une date mythique et un anniversaire qui nous rappelle qu'il y a exactement un demi-siècle le monde a basculé dans une nouvelle ère qui allait se propager à travers toute la planète. À Paris, le mouvement contestataire est loin d'être généralisé et la plupart des étudiants ne sont pas politisés, à l'exception d'une petite minorité se rattachant à des groupuscules anti-impérialistes, communistes, marxistes, maoïstes, anarchistes... À Nanterre, d'où le mouvement est parti, à peine 5% des étudiants sont originaires de la classe ouvrière. L'abondance des biens était plutôt la norme et les jeunes souffrent plutôt d'ennui et de malaise existentiel comme l'atteste un des nombreux slogans apparus sur les murs et dans les amphithéâtres : « La société m'emmerde et j'emmerde la société ». L'histoire rapporte que les étudiants contestataires n'étaient que 142 lorsqu'ils investirent le 22 mars 1968 les locaux administratifs de la faculté de Nanterre avant de s'en faire déloger par la police et se rabattre sur la Sorbonne où ont lieu les grands débats et d'où partent la nuit du 10 mai les affrontements qui donnent lieu à plusieurs centaines de blessés et d'arrestations. L'omniprésence de cars de police, l'annonce de la venue de commandos d'extrême-droite, la fermeture des facultés de Nanterre et de la Sorbonne, ont eu raison de l'apathie de la masse des étudiants qui font alliance avec les « agitateurs ». Le mouvement est lancé et prend des allures de révolution après cette première nuit des barricades où on assiste au ralliement des syndicats pour soutenir les actions étudiantes et dénoncer la répression policière.

Dorénavant les revendications ne seront plus seulement étudiantes et l'action politique qui s'est propagée en province prendra le pas sur les débats strictement universitaires, la plupart des étudiants ayant admis que « l'université ne peut être réformée efficacement sans réforme corrélative de la société ». Il en résulte un rapprochement des étudiants avec les travailleurs et la création de comités d'action ouvriers-étudiants chargés d'aller discuter aux portes des usines avec les ouvriers en grève. Quand la nuit des barricades a lieu le 10 mai, les organisations syndicales comprennent qu'elles ne peuvent rester en dehors du mouvement et décrètent une grève générale contre les violences policières pour le 13 mai. Le succès est considérable puisqu'on en dénombre des centaines de milliers de manifestants à Paris et plus de 450 manifestations en France. Le 16, lorsque les travailleurs de Renault Billancourt se mettent en grève, ils sont 200.000 tandis qu'une cinquantaine d'usines sont déjà occupées. Ce sera ensuite l'escalade : le 18 mai, il y a 2 millions de grévistes qu'on estime entre 6 et 9 millions le 22 mai sur un nombre total

de salariés pour la France de 15 millions. Toutes les catégories socio-professionnelles sont représentées. Les durées de grèves sont aussi importantes, sur les 150 millions de journées de grève que les statistiques officielles ont dénombrés, on estime que 4 millions de travailleurs seront en grève pendant trois semaines et 2 millions pendant un mois.

Pour mettre un terme aux mouvements de grève qui paralysent le pays, le gouvernement appelle les organisations syndicales et patronales à se rencontrer afin de négocier un accord où chacun peut trouver son compte et sortir la tête haute. Ces négociations menées dans un climat d'extrême tension aboutiront aux accords de Grenelle (du nom de la rue abritant le Ministère du Travail) qui constitueront le fondement des futures réformes en matière de travail et de conquêtes sociales. A cette idée d'un changement potentiel de la société, on ne peut manquer d'évoquer un concept qui a pris naissance bien avant Mai 1968 mais qui a trouvé dans ces événements un nouveau souffle d'inspiration : l'autogestion. L'idée d'autogestion était déjà apparue comme une préoccupation politique dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale mais elle était restée limitée à quelques expérimentations locales et disparates.

En fait, l'autogestion doit être distinguée de la cogestion qui suppose une participation limitée des travailleurs en fonction des entreprises sans introduire de changements dans les rapports de production et d'exploitation. La cogestion est généralement une forme d'intervention appréciée des syndicats modérés qui y voient une façon de participer au pouvoir sans bouleverser l'ordre établi. Au contraire, l'autogestion est une approche plus radicalement révolutionnaire qui « repose sur des collectifs de travail organisés, avec une propriété collective des moyens de production qui pourraient se passer de patrons »¹. Une revue baptisée Autogestion était apparue en 1966 en se présentant comme porte-parole d'une partie de la gauche radicale et en revisitant notamment les œuvres de Marx et Engels. C'est la gauche chrétienne qui s'est au début constituée comme la principale force politique porteuse de ce projet autogestionnaire alors que les autres organisations politiques socialistes et communistes n'avaient pas manifesté un grand intérêt pour ce concept, privilégiant celui de « contrôle ouvrier ».

Le rapprochement avec les événements de Mai 68 s'est produit dans la mesure où le besoin de la classe ouvrière d'obtenir une reconnaissance de sa contribution par le travail et l'émancipa-



¹Bantigny, Ludivine, 1968 : de grands soirs en petits matins, Paris, Seuil, 2018, p. 330.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

tion par rapport au capital s'apparentait au désir des étudiants et de la jeunesse de s'affranchir de l'autoritarisme. Avoir des revendications de même nature en termes d'opposition au système existant a certainement contribué à rapprocher ces deux catégories sociales pourtant au départ très éloignées.

Les choses auraient pu en rester là et l'autogestion continuer à alimenter un débat intellectuel sans contrepartie concrète lorsqu'un événement réactive les prises de position politiques durant l'été 1973 : la menace de fermeture de Lip, une usine horlogère à Besançon. Les travailleurs de cette fabrique de montres occupent les locaux avec l'intention de sauvegarder leurs emplois en relançant l'activité. Pour y parvenir, ils vendront les stocks de montres à prix bradés en organisant des

ventes sauvages. L'opinion publique prend fait et cause pour les grévistes jusqu'à ce qu'ils soient finalement expulsés de l'entreprise par les forces de l'ordre. Mais Lip restera encore longtemps après la fermeture définitive le porte-drapeau de l'autogestion en provoquant en France, mais aussi à l'étranger, des débats passionnés.

Aujourd'hui, l'autogestion reste d'actualité, notamment en Argentine, où des dizaines d'exemples d'entreprises gérées par leurs travailleurs existent. En Belgique, l'idée autogestionnaire n'a pas connu les mêmes développements qu'en France même s'il est possible, comme l'a écrit Patrick Pasture², de la faire remonter à la naissance du mouvement ouvrier. En pratique, c'est seulement vers 1970 qu'elle apparaît dans le débat politique au niveau des revendications ouvrières, mais sans véritablement s'imposer sur le terrain, bien qu'elle soit présente dans plusieurs luttes ouvrières contre la fermeture d'entreprises comme les fonderies Mangé, Salik ou les Textiles d'Ere pour ne citer que ces exemples³. Le mouvement syndical est d'ailleurs partagé sur l'attitude à adopter à l'égard de ce concept qui avait une dimension révolutionnaire puisqu'il portait atteinte au principe de la propriété privée des moyens de production et remettait en cause l'organisation sociale de l'entreprise reproduisant les « rapports de domination et de dépendance de la société toute entière ». Du côté socialiste, l'accent est davantage mis sur le contrôle ouvrier et l'occupation d'usines n'apparaît pas comme le moyen idéal de réaliser l'autogestion. Du côté chrétien, l'autogestion est davantage perçue comme une réponse à l'aliénation du travailleur. Même si les positions respectives peuvent apparaître comme sensiblement identiques, les divergences de vue entre les familles politiques et syndicales l'autogestion de progresser aussi rapidement qu'elle aurait pu. Ceci peut expliquer que dans les années 1980 en Europe, le projet autogestionnaire échoue sur les rives de la crise économique. Des entreprises autogérées continuent à subsister aujourd'hui en Italie, en Grèce, en Espagne, en France, et l'autogestion a servi de modèle pour les maisons médicales chez nous...Fin... et suites ?

²Pasture, Patrick, « Histoire et représentation d'une utopie. L'idée autogestionnaire en Belgique », dans Georgi, Franck (eds.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p.143-156.

³Quant aux maisons médicales qui naissent dans la foulée de Mai 68, elles choisissent le fonctionnement en mode autogestionnaire.



MAI 68...EN BELGIQUE AUSSI !

Par Marijke Colle,
militante féministe et écosocialiste

La révolte grondait depuis un certain temps dans la jeunesse qui se révoltait partout dans le monde contre la guerre interminable au Vietnam. L'hypocrisie de la morale dominante, les structures autoritaires dans les universités bondées exaspéraient une nouvelle génération qui n'avait pas connu la Deuxième Guerre mondiale et sympathisait avec les pays du Tiers-monde devenus indépendants. Après les révolutions anticoloniales, il y avait l'exemple de Cuba où le peuple, avec l'aide d'une guérilla héroïque avait chassé le dictateur Batista. En Europe de l'Est, une révolte antibureaucratique et anti-stalinienne se développait de la Yougoslavie à la Pologne et à Prague.

En Belgique, les étudiants exigeaient « Leuven Vlaams ». Ce n'était plus simplement une demande du mouvement nationaliste flamand, mais une exigence de démocratie soutenue par la Flandre entière. Cette lutte mettait aussi bien en cause le statut bilingue de Leuven-Louvain en pays flamand que les structures autoritaires de l'Eglise qui dirigeait la plus grande université du pays. Dans le mouvement étudiant flamand se développait une aile gauche qui scissionnait du KVHV (Katholiek Vlaams Hoogstudenten Verbond) pour former un mouvement étudiant de gauche, le SVB (Studenten Vak Beweging). Le mouvement étudiant dans sa grande majorité était contre le slogan de « Walen buiten » et prônait une université pour le peuple wallon en Wallonie. La révolte victorieuse de Leuven eut un impact déterminant dans la future réorganisation fédérale de la Belgique. Mais au-delà des structures de l'Etat belge, c'est la société toute entière qui vivait une transformation profonde aussi bien en Flandre, à Bruxelles qu'en Wallonie.

L'influence directe de l'Eglise catholique s'effondrait dans la vie de milliers de gens. Une sécularisation profonde commençait et aboutira plus tard aux lois rendant possibles l'avortement, l'euthanasie et le mariage homosexuel. Ces changements structurels trouvent leur origine dans la révolte et la radicalisation de « Mai 68 ». Dans le monde ouvrier, une nouvelle génération de jeunes entrainé en conflit direct avec l'appareil syndical profondément impliqué dans la cogestion et le maintien de la paix sociale. Les conventions collectives sur plusieurs années réglaient les augmentations salariales et d'autres avantages sociaux (temps de travail, jours de congés, ...) dans un système bien rodé. Mais en janvier 1970, les mineurs du Limbourg commenceront une grève de plusieurs mois contre la convention collective signée par la bureaucratie syndicale. Le mouvement étudiant de Leuven ira rejoindre et soutenir la grève des mineurs du Limbourg. Le slogan « Arbeiders, Studenten, één Front » (« Ouvriers, étudiants, un front ») se répand dans toutes les universités en Flandre.

Ce sera le début de plusieurs mouvements de grèves dites « sauvages » et de contestation des directions syndicales dans les années 1970 aussi bien en Flandre qu'en Wallonie. Les grèves et occupations par les travailleurs verriers à Charleroi en seront l'un des points culminants. Dans les universités francophones, à Liège, à Bruxelles, mais également à l'université flamande

de Gand, ce seront surtout les idées du mai 68 en France qui influenceront les étudiants. Refus de l'enseignement autoritaire, exigences de démocratisation, libertés culturelles et réactions contre des cas de censure seront les thèmes de diverses actions « contestataires » qui feront le lien avec le mouvement de « Provos » aux Pays-Bas, les hippies et les protestations aux Etats-Unis contre la guerre du Vietnam.

Mai 68 est en effet un moment où la vision dominante du monde bascule. La guerre froide n'est plus le cadre accepté par les jeunes. L'OTAN est contestée, un nouveau mouvement antimilitariste et antinucléaire verra le jour. Un profond sentiment anti-autoritaire rendra possible un questionnement profond de la société. C'est à cette époque que sont nés ce qu'on appellera par la suite les « nouveaux » mouvements sociaux : les organisations traditionnelles comme les syndicats, les partis établis, l'Eglise, l'autorité de l'Etat, sont contestées.

Le mouvement écologiste, avec la fondation d'Agalev (« Anders Gaan Leven ») et plus tard Ecolo, le mouvement féministe, les exigences radicales des jeunes, tout cela s'épanouit dans un monde qui est empreint d'optimisme, de l'idée qu'on pourra tout changer. Fini l'obéissance aveugle envers les autorités, on conteste tout, même le service militaire et les traditions religieuses... La contre-révolution néolibérale, commencée par Reagan et Thatcher a voulu abolir les conquêtes de Mai 68. Les acquis obtenus par le mouvement ouvrier pendant des « trente glorieuses » d'après-guerre (système de sécurité sociale, de régulation du marché, services publics...) mais également la révolution « culturelle » d'après Mai 68 sont attaqués. Sarkozy, il y a quelques années, et plus récemment Bart De Wever disent vouloir « en finir » avec « l'esprit » de mai 68.

C'est que cet esprit de Mai 68 les dérange toujours. Le mouvement féministe, les mouvements antiracistes et post-coloniaux, les mouvements LGBTQI continuent à remettre en question l'ordre établi et les pensées redevenues dominantes. La contestation du système n'est pas morte, elle cherche sa voie et continue à se dresser contre ce système capitaliste injuste et destructeur.



ULB 1968

MAI 68, FÉMINISME ET RÉVOLUTION SEXUELLE

Par Irène Kaufer,
militante féministe

«En 68 les femmes sont partout, mais la parole publique ne leur est pas donnée».

Ce constat est extrait du hors-série du Monde¹. Près de 100 pages d'analyses d'interviews, de souvenirs : parmi les auteur.es et les personnes interviewées, 34 hommes, 2 femmes. Comme une illustration saisissante de ce que fut Mai 68 pour les femmes... et de leur invisibilité persistante, encore cinquante ans après.

Cuisine, sténo, téléphone...

Valérie Piette, professeure d'histoire à l'ULB, fait le même constat : «Ce sont les hommes qui s'expriment et dirigent le mouvement. Il y a des femmes, mais elles effectuent un travail «genré». Elles font la sténo, la cuisine, copient les tracts, gèrent le téléphone, mais elles sont très peu dans la visibilité»². Autrice de « Mon MLF » (3), Marie-Jo Bonnet insiste : « On avait toutes participé à Mai 68, et (...) c'étaient les hommes qui parlaient, organisaient, comprenaient et « dirigeaient » le mouvement. Que ce soit le mouvement ouvrier ou le mouvement étudiant, aucune femme n'a été porte-parole »³.



Manifestation en France le 1^{er} mai 1968

Pourtant, en 1968, les femmes en avaient, des obstacles à renverser. En Belgique, elles n'avaient acquis le droit de vote que depuis 20 ans. Les moyens contraceptifs étaient autorisés à la vente, mais toute information à leur sujet étant interdite (jusqu'en 1973), leur accès restait limité. Les violences conjugales étaient considérées comme une « affaire privée ». Il faudra attendre les années 1980 pour que le viol soit reconnu comme un crime, et 1990 pour que l'avortement soit partiellement dépenalisé. Les femmes n'étaient que des « sous-citoyennes » : ce n'est qu'en 1974 que la loi accorderait les mêmes responsabilités au père et à la mère dans l'éducation des enfants, et jusqu'en 1976, une femme mariée ne pouvait pas ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son mari. Et ne parlons même pas d'égalité salariale qui, bien que fixée dans la loi, n'est toujours pas d'application en 2018...

Lecture masculine

Elles étaient donc bien là, dans le mouvement étudiant comme dans les luttes anti-impérialistes, dans les manifs et dans les assemblées générales ; mais souvent au deuxième rang, s'occupant – comme à la maison – de la « reproduction de la force de travail » et du « repos du guerrier », priées de ravalier leurs propres revendications pour ne pas « diviser le mouvement ». Jusqu'au moment où elles ont perdu patience et ont créé leur propre mouvement, avec deux moments-clé : en France, ce fut le 26 août 1970, lorsqu'une poignée de femmes déposèrent une gerbe de fleurs à l'Arc de Triomphe avec ce slogan : « Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme ». En Belgique, on peut retenir la date du 11 novembre 1972, qui vit se réunir à Bruxelles, pour la première Journée des Femmes, une foule inattendue de plusieurs milliers de personnes, avec la présence inoubliable de Simone de Beauvoir.

Mais l'un des « acquis » principaux que l'histoire semble avoir retenu de mai 68, c'est la « révolution sexuelle », le premier acte se jouant le 22 mars, lorsque les étudiants de Nanterre (Paris) exigèrent d'avoir accès au dortoir des filles. C'est une vision très « française » d'un mouvement qui mit une grande partie du monde occidental en ébullition (et pas seulement érotique), de Prague et son printemps à Mexico et ses Jeux olympiques houleux, en passant par les innombrables mobilisations contre la guerre au Vietnam. C'est aussi une lecture très masculine : si les femmes, elles aussi, ont pu profiter de ce moment pour rejeter le carcan d'une morale très contraignante, elles ne l'ont pas toujours vécu de la même façon.

On peut le percevoir dans cet article⁴ consacré, justement, aux souvenirs de protagonistes de cette « révolution sexuelle ». « Dans les années '60, on trouvait incroyable qu'un jeune de 18 ans, en principe adulte autonome, ne puisse pas avoir de relations avec sa petite amie. Donc on décide d'occuper la cité, et notre première revendication était la mixité » se souvient Marc Abramowicz, qui a créé le premier Centre de Planning à l'ULB. « Si elles avaient la contraception, elles pouvaient décider de faire l'amour ou pas, sans être obligées pour autant. C'est important de dire que la femme est libérée, mais pas pour toi le mec. On est libérées pour nous », semble lui répondre Jeanne Vercheval, l'une des fondatrices du mouvement féministe Marie Mineur.

Contre le « machisme des camarades »

Il existe en effet un malentendu entre hommes et femmes sur ce que fut cette « révolution ». L'accès à la contraception, puis plus tard la dépenalisation partielle de l'avortement, ainsi que le dynamitage des tabous représentèrent incontestablement une libération pour tout le monde ; mais les hommes y ont surtout vu

¹68, les jours qui ébranlèrent la France», Le Monde, Hors-Série

²Site RTBF, 27 avril 2018 : «Mai '68: révolution sexuelle et libération de la femme»

³Féminisme, la révolution inachevée : interview par Francine Sporenda

⁴Site RTBF, 27 avril 2018 : «Mai '68: révolution sexuelle et libération de la femme»





un « accès » plus facile aux femmes, censées « consentir » plus facilement sans le risque d'une grossesse non désirée. Celles qui refusaient des relations sexuelles étaient considérées comme « coincées », pudibondes, vieux jeu. Plus tard, dans les discussions internes du féminisme renaissant, certaines ont estimé s'être « fait avoir ». Mais parallèlement, la « double morale » n'avait pas disparu (et elle persiste encore aujourd'hui) : les « filles faciles » ne bénéficient pas de la même image que les « Don Juan » masculins... On perçoit également la différence dans les milieux homosexuels : si pour les gays, cette révolution a surtout

signifié « plus de sexe, plus librement », pour les lesbiennes (en particulier les féministes) elle a représenté la possibilité de vivre en dehors de toute dépendance vis-à-vis d'un homme, en se libérant de la contrainte au mariage et à la maternité non choisie. En conclusion, on peut dire que Mai 68 a donc été un moment important pour la deuxième vague féministe, mais qui s'est surtout levée en réaction contre le « machisme des camarades », qui a révélé, sans le vouloir, la nécessité d'un mouvement de femmes autonome.



Marie-Thérèse Coenen
CARHOP

DANS L'OMBRE DE MAI 68 : LE PETIT LIVRE ROUGE DES FEMMES

« En vérité, je vous le dis, au commencement, Danielle engendra Denise, qui engendra Édith et ensemble elles formèrent le FLF (Front de libération des femmes). Au même moment, Marie engendra Jeanne, qui déjà engendrait les Marie Mineur (groupant des femmes issues de la classe ouvrière). Elles découvrirent Suzanne et Chantal et avec vingt autres femmes, elles écrivirent le Petit livre rouge des femmes »¹.

C'est ainsi que Marie Denis commence le récit de la première maison des femmes de Bruxelles, sise rue du Méridien 79 à Saint-Josse et ouverte en 1974. Le démarrage du mouvement néoféministe est une question de rencontres, d'échanges et d'envie de faire des choses ensemble. Marie a envie d'écrire un livre de femmes, sur les femmes, pour les femmes. Son titre s'impose : « Le Petit livre rouge des femmes », par analogie au « Petit livre rouge des écoliers et des lycéens » mais aussi écrit Marie Denis, « pour l'attrait de la pensée de Mao qui a rendu la liberté aux pieds des femmes et les appelle la moitié du ciel »². Le Petit livre rouge de Mao Zedong, ce livre de petit format qui rassemble près de 427 citations du maître, connaît à la faveur de mai 1968 un regain d'intérêt et une très large diffusion³.

Le Petit livre rouge des écoliers... est rédigé par deux enseignants et un psychologue danois en 1969 dans un style simple et accessible aux jeunes et est adapté en français en 1971, par François Maspero. Il sera deux fois saisi ! Les auteurs abordent dans un style direct, les questions qui interpellent les jeunes : l'enseignement, les professeurs, les élèves, leurs droits, la sexualité, la contraception, l'avortement légal et illégal, la pornographie,

les assuétudes : l'alcool, le tabac, les drogues, etc., sans tabou et sans jugement moral :

« Nous parlons dans ce petit livre de tous les sujets qui ont de l'importance quand on va en classe. Il y en a peut-être dont tu n'as jamais entendu parler. Nous t'expliquons que tout ne doit pas nécessairement être comme c'est aujourd'hui. Nous t'expliquons ce que toi et tes camarades vous pouvez faire si vous voulez que ça change. [...] Notre petit livre ne sera vraiment votre petit livre que lorsque vous l'aurez écrit vous aussi »⁴.

Marie Denis rassemble autour d'elle Jeanne Vercheval, Suzanne Van Rockeghem et Chantal De Smet qui assure l'édition néerlandaise. Marie Denis, nom d'écriture, est romancière, nouvelliste, chroniqueuse à la revue *La relève* et *La Revue nouvelle*. Elle met sa plume et son énergie au service de la cause des femmes. Chantal De Smet fait ses études à l'ULB-VUB, qui n'est pas encore scindée. Après s'être mobilisée dans les occupations étudiantes de Mai 68, elle s'engage dans le communisme et le féminisme. À Amsterdam, elle fait connaissance avec le mouvement M.V.M. (Man, Vrouw, Maatschappij). Ce sera le déclic. En 1969, elle lance le premier groupe féministe subversif à Anvers, les Dolle Mina, dont le nom est inspiré par une féministe du début du siècle Wilhelmina Drucker.

Les Dolle Mina donnent l'impulsion décisive au néoféminisme belge. Jeanne Vercheval est une ancienne militante communiste et syndicaliste à La Louvière. Après une rencontre avec Chantal



¹M. DENIS, *Dis Marie, C'était comment la rue du méridien 79 ?*, Bruxelles, Voyelles, 1980, p.11

²M. DENIS, S. VAN ROKEGHEM, *Le féminisme est dans la rue*, Bruxelles, POL-HIS, 1992, p. 72.

³P. ARTIÈRES, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir), *68. Une histoire collective [1962-1981]*, La Découverte/poche, Paris, 2015, p. 457-461.

⁴B. ANDERSEN, S. HARSEN, J. JANSEN, *Le petit livre rouge des écoliers et des lycéens*, Cedips, Lausanne, traduction et adaptation françaises L. et E. BOLO, 1969, 1970. Texte en ligne : https://www.ecologielibidinale.org/fr/biblio/petit_livre_rouge_ecoliers_lyceens.pdf

De Smet qu'elle entend à la radio, elle fonde les Marie Mineur en 1970, du nom d'une ancienne ouvrière textile à Verviers. Elles mènent des actions-choc pour soutenir les chômeuses, les ouvrières en lutte, et tiennent une permanence pour aider les femmes en détresse en quête d'une interruption de grossesse non désirée. Suzanne Van Rokeghem est une jeune journaliste au journal *Le Soir*. Plus d'une vingtaine de femmes apporteront leur contribution. Les débats seront passionnés et les échanges virulents. L'humour n'est jamais loin.

À partir de juin 1971, les réunions du comité de rédaction se tiennent chez Marthe Van de Meulebroecke. Cette dernière, professeure de morale, militante grippiste (groupe maoïste, scission du PCB), est présidente du Comité « À travail égal, salaire égal », créé en juin 1966, après la fin de la fameuse grève des ouvrières de la Fabrique nationale des armes de guerre à Herstal pour l'augmentation de leur salaire. Ce comité donne chaque année une conférence de presse à la date anniversaire de la grève, pour dénoncer les inégalités entre les hommes et les femmes, dans tous les domaines de la vie. Dans la société, les femmes n'ont pas d'endroits pour se réunir à l'aise, entre elles : les cafés par exemple, sont des espaces masculins. Marthe et sa mère Hélène leur ouvrent leur porte et leur donnent un lieu où elles peuvent se retrouver pour accoucher d'une parole libre et libérée.

« Dès la première réunion, le projet prend forme. Choisir de courtes scènes prises dans la vie de tous les jours à la maison, dans la rue, au travail, en tirer la leçon. Expliquer des désirs, des frustrations. Affirmer des exigences.⁵ »

L'écriture est collective. D'autres femmes les rejoignent parfois pour un article, pour une thématique. Le ton est trouvé. Deux dessinatrices apportent leur contribution. Antoinette Sturbelle devient la graphiste du projet et dessine la couverture. La liberté de ton se traduit par la liberté dans la mise en page. Les textes s'affichent hors des contraintes de la page, de la colonne mêlant

textes, images, dessins, collages et photomontages. Le format sera celui d'un magazine féminin « pour qu'il rentre dans un sac à main ».

Avec le slogan « le privé est politique », les féministes des années 1970 révolutionnent le champ politique et passent en permanence de l'un à l'autre. Dans ce premier texte du néoféminisme, la formule fait mouche :

« Ce n'est plus une évolution, mais une révolution qui est annoncée.⁶

Refusons, une famille, une société qui se maintient par des relations de domination, créons des relations libres !

Je ne suis pas une marchandise, je ne suis pas une bonne à tout faire, je suis moi.

Pour eux : une femme = un objet à baiser. Nous ne sommes pas des objets. Nous sommes des personnes et pouvons avoir d'autres rapports avec les hommes que les rapports sexuels.

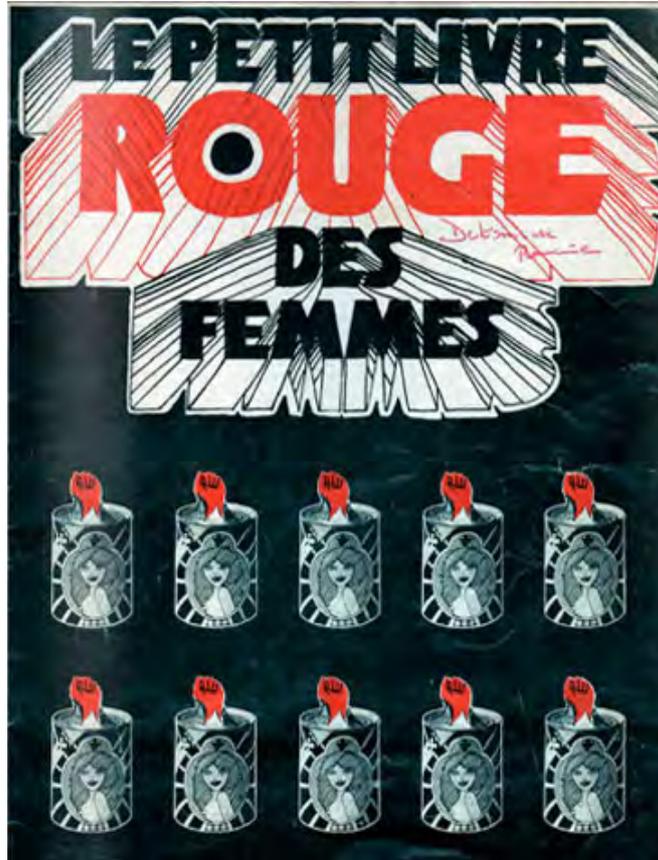
Il faut conquérir le droit à la camaraderie entre les sexes, droit de sortir sans être importunée.

Aimer son corps, aimer les corps... Il n'y a pas qu'une façon d'aimer ».

Entre exemples et témoignages, la parole se libère, explique, explicite. Les femmes veulent aimer, être aimées, caresser, arrêter de faire semblant, avoir la liberté et l'imagination de l'amour. « Non », écrivent-elles, « nous ne sommes pas frigides. Notre sexualité est aussi forte, aussi normale, aussi bonne que celle des hommes ». Les tabous sont dénoncés, la virginité

contextualisée : « c'est toi qui dois pouvoir choisir ».

Déjà, la publicité sexiste est pointée du doigt : la femme doit rester fraîche, belle, enthousiaste, toujours prête à recevoir son mari, se faire les ongles, les lèvres, les yeux, elle doit ressembler à une femme qui n'existe pas, la femme idéale, la femme fatale, la femme publicitaire... « Nous voulons pouvoir être fatiguées, laides, grosses, nous voulons qu'on nous aime, qu'on nous apprécie pour ce que nous sommes, pour la lutte



⁵M. DENIS, S. VAN ROKEGHEM, *Le féminisme est dans la rue*, Bruxelles, POL-HIS, 1992, p. 72.

⁶*Le petit livre rouge des femmes*, Bruxelles, EVO, 1972. Nous présentons quelques titres ou phrases mises en évidence avec une graphie particulière. Comme il est difficile de faire des renvois précis au texte, nous invitons le lecteur, la lectrice à redécouvrir ce texte.



que nous menons, le travail que nous faisons, les choses que nous avons dans notre tête, la tendresse que nous avons dans nos cœurs, la force que nous avons dans mains et le monde que nous changerons. Et toi ? »⁷

Le Petit Livre rouge regorge de conseils : « Madame, mesdemoiselles, messieurs... Marre d'être discriminées par notre état civil. Appelez-nous Madame, mariées ou non, tout simplement. Portons le nom de notre naissance. » Face à la question du nom de la femme mariée et de la transmission de celui-ci, il est intéressant de relever le débat contemporain sur le nom de l'enfant qui ouvre la possibilité d'accorder à ce dernier celui du père et de la mère.

Le divorce, le travail, le salaire inégal, le syndicat, le travail ménager, tout ou presque est passé en revue avec autant de dénonciations, de clins d'œil, de prises de position. Le Petit livre rouge se termine sur les pistes de changements non pour atteindre l'égalité avec les hommes dans la société telle qu'elle est présentement, mais

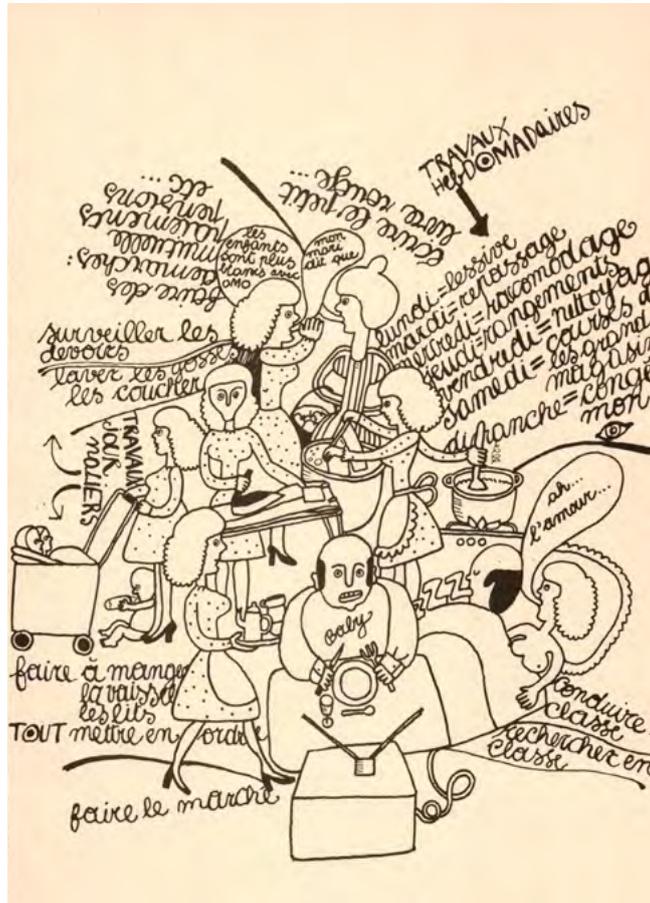
« Nous voulons des lois qui partent du principe que l'homme et la femme sont égaux.... Nous ne voulons pas être dans le même merdier des hommes. Nous voulons une autre société non seulement moins injuste pour les femmes, mais aussi une société différente. Notre rôle à nous, c'est de revendiquer la part des femmes, car nous sommes seules à pouvoir expliquer nos propres aspirations. Nous lutterons pour obtenir satisfaction comme les noirs luttent contre la ségrégation, les esclaves pour leur liberté, les colonisés pour leur indépendance. Ce combat ne sera pas le dernier, car cette société, nous n'en voulons pas, nous refusons de nous y intégrer.⁸ »

Le manuscrit est prêt en juin 1972. Après avoir hésité sur une édition imprimée par leur soin pour en maîtriser le processus jusqu'au bout, le groupe accepte la proposition des Éditions Vie ouvrière de l'éditer. Le risque existe d'être saisi vu les

pages consacrées au planning familial et à l'avortement, qui restent sous le coup des articles 383 et 384 du Code pénal (loi du 20 juin 1923) qui « répriment la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle ». Les publications sont prêtes pour le 11 novembre 1972, date de la première journée nationale des femmes à Bruxelles. Le soir, elles sont épuisées. C'est un bestseller avec plus de 15.000 exemplaires vendus en quelques mois.

« Le néoféminisme », écrit Françoise Collin, « a un caractère foncièrement collectif : il veut être le fait de toutes les femmes et non de quelques individualités... Les femmes s'y regroupent à partir de milieux et de familles idéologiques diverses, en dehors et indépendamment des structures politico-sociales institutionnalisées : Regroupement « sauvage » donc qui ignore ou traverse les partis, les syndicats, les mouvements

d'orthodoxies diverses, les églises, les chapelles et qui élabore non seulement ses objectifs, mais aussi sa forme d'existence de manière propre. Ce phénomène est capital. Il est même l'aspect le plus marquant du mouvement. Comme la « révolution » de Mai 68 à laquelle il s'apparente sans s'identifier, il crée une nouvelle politique et une nouvelle culture. »⁹



⁷Le petit livre rouge, p.26.

⁸Le petit livre rouge, p. 43.

⁹F. COLLIN, « Nous-même. Le féminisme des années 65-80 », Vies de femmes 1830-1980, Bruxelles, Banque Bruxelles Lambert, 1980, p. 186 (Exposition Europaia 80, Belgique 150).

REGARD SUR UNE PRATIQUE MÉDICALE DE PREMIÈRE LIGNE

Entretien avec le docteur Vercruysse
réalisé par Marie-Thérèse Coenen,
CARHOP

Les années soixante sont marquées par des tensions très fortes portant sur l'organisation du système de santé. En avril 1964, les Chambres syndicales des médecins décrètent la grève pour s'opposer à la mise en œuvre de la nouvelle législation en matière d'assurance maladie. Pour la première fois, syndicats et mutualités, toutes tendances confondues, s'opposent à ce mouvement qui rejette une véritable politique de santé. Mai 1968 a-t-il eu un impact dans le secteur de la santé ? Cette question nous l'avons posée au docteur Vercruysse, à l'origine de la maison médicale du Nord, à Schaerbeek. Son témoignage porte un regard intéressant sur l'accès aux soins, sur l'autonomie des patients dans la gestion de leur santé, sur les aspects culturels liés aux communautés migrantes, mais aussi sur l'impact des soins sur le bien-être des gens, tout simplement.

Mai 1968, étudiant en médecine

« En Mai 68, j'avais 18 ans. J'étais en première année de médecine à l'Université catholique de Louvain, à Leuven. J'ai terminé en 1974. Je me suis marié en 1972. J'avais un enfant et ma femme, également médecin, attendait notre second. Nous pensions partir en objection de conscience, mais comme père de famille, j'ai été dispensé du service militaire. Nous avons alors accepté un poste, que nous nous répartissions à deux. Ma femme a travaillé 6 mois pendant que je restais à la maison, m'occupant de ma petite fille. C'était assez impensable à l'époque. Ensuite, c'est elle qui a pris le relais. Pendant cette période, j'ai fait des petites choses à gauche et à droite, j'ai assuré bénévolement deux consultations par semaine à la Free Clinic. J'habitais Thorem-bais-Saint-Trond et j'ai demandé le remboursement de mes trajets. Quelle affaire ! Il y a eu deux ou trois réunions du conseil d'administration pour décider si c'était éthique, responsable, solidaire ou cohérent de me rembourser mon trajet, parce que personne ne pouvait avoir quelque chose de plus que l'autre. Ce type de discussion, c'était très post Mai 68.

Un projet de santé dans un quartier populaire de Bruxelles

À la Free Clinic, j'ai rencontré une assistante sociale qui m'a signalé l'existence d'un groupe réfléchissant aux questions de santé dans les quartiers populaires. Il s'inscrivait dans la mouvance d'un curé révolutionnaire, Jef Ulburghs, et avait l'envie de créer quelque chose dans le quartier de la gare du Nord. Comme nous n'avions, ma femme et moi, aucun projet structuré prévu et que cela correspondait bien à notre projet professionnel, je me suis installé comme médecin généraliste, rue Dupont à Schaerbeek. L'infirmière et la kinésithérapeute qui participaient à ce groupe de réflexion sont venues faire



Bernard Vercruysse

des permanences dans les locaux que je louais. Petit à petit, un deuxième kiné est venu, une deuxième infirmière. Il y avait dans le quartier, un service social qui dépendait des paroisses, le SSQ (service social des quartiers 1030) avec lequel nous avons négocié la permanence d'une assistante sociale de chez eux, dans nos locaux.

Le patient : le sujet de sa guérison

Une fois installés, nous avons continué à réfléchir notre pratique avec ce groupe. Nous ne voulions pas imposer aux gens du quartier une structure contraignante. Chacun, chacune devait rester libre de mobiliser son propre réseau. Ce souci de laisser aux patients l'autonomie dans la gestion de leurs soins de santé, dans leur liberté de faire appel au personnel de santé qu'ils souhaitent, de ce qu'ils utilisent et n'utilisent pas, a vraiment été notre fil conducteur. Au début du cabinet médical, un leader de la communauté turque est venu et m'a dit : c'est très chouette de s'installer dans le quartier. Avec lui, j'ai fait une tournée des lieux stratégiques de la communauté turque de Saint-Josse et Schaerbeek. Ce fut une journée extraordinaire qui m'a permis d'être adopté par la communauté turque. Je suis devenu « Sakal Dokter », le docteur barbu. Cela nous plaisait très fort. Cela nous faisait du bien. Nous avons continué. Nous n'étions pas dans une dynamique politique de vouloir changer le monde, mais dans une dynamique de chrétiens de gauche, proposant un service de santé, social et culturel, ouverts à tous, sans a priori et sans nécessité de s'enrichir. Nous devons gagner notre vie, mais sans volonté d'enrichissement.





Une maison médicale du nord, par nécessité

Au début, nous n'étions pas une maison médicale, c'était « le docteur Vercruysse et ses collaborateurs ». Petit à petit, nous avons ressenti la nécessité d'être identifiés non par un nom, mais comme une institution. Nous avons alors créé une ASBL Maison médicale du Nord. Pour nous, la maison médicale était un lieu de ressourcement pour les travailleurs, une structure de soutien pour les soignants et les patients devaient garder leur autonomie. Le bien-être des soignants était une de nos priorités, car si l'on veut que les gens aillent bien, il faut que l'on aille bien nous-mêmes. À l'époque, c'était quelque chose d'assez mal vu. Ce n'était pas la préoccupation première du mouvement des maisons médicales qui s'engageait contre la médecine libérale, combat que nous n'avons jamais porté. Notre projet était de faire une médecine sociale, ouverte à tous, en faisant beaucoup de tiers payant, en ne se faisant pas payer si l'argent manquait, en collaborant avec le CPAS, sans volonté de changement politique, mais avec une volonté d'offrir un service de qualité.

Le forfait

Au début du mouvement des maisons médicales, la formule « forfait » n'existait pas. Quand le forfait s'est mis en place, nous avons continué à travailler à l'acte pendant plus de 10 ans, toujours avec la volonté de laisser aux gens le libre choix de leur réseau de soins de santé. Le forfait, c'était les obliger à tout faire chez nous et cela nous gênait. Finalement, notre réflexion nous a menés à recentrer notre action sur la maison médicale pour l'efficacité des soins. C'est alors que nous sommes passés au forfait non sans certaines appréhensions pour notre projet. Avec le forfait, il n'y a pas plus d'argent qu'avec la médecine à l'acte, mais l'argent vient à la structure qui le répartit. Avec le paiement à l'acte, l'essentiel vient des travailleurs indépendants qui mettent en commun ce qu'il faut pour financer la structure. Psychologiquement, c'est très différent. Il y a du temps rentable et du temps non rentable. Quand je suis médecin, je participe à des réunions, ce n'est pas rentable. Quand je vais faire une animation pour les personnes âgées ou dans les écoles, ce n'est pas rentable. Quand je suis au forfait, je ne me pose pas la question. La maison médicale me paie et n'évalue pas la rentabilité de mon temps de travail.

Le rapport du soignant et du soigné ?

Nos fondamentaux étaient de laisser l'autonomie aux patients. C'est difficile, car toute notre formation de médecin vise à faire disparaître les symptômes. Or il y a des gens qui ont besoin de leurs symptômes pour vivre. Je pense que j'ai guéri très peu de patients mais j'ai soulagé et aidé beaucoup de gens. J'ai appris et compris aussi que les soins de santé interviennent pour 10 %

dans la santé, le bien-être des gens. Tout le reste, c'est le logement, la génétique, le travail, le mode de vie... Or le discours médical dit que les gens doivent aller mieux. Comme médecin, nous avons toutes les clés et toutes les variables de la santé. Moi, je crois que les gens que j'ai le plus aidés sont des gens qui n'allaient jamais mieux et je supportais qu'ils n'aillent pas mieux. C'est pour cela qu'il est important de travailler en équipe pour être sûr que nous avons fait tout ce que notre science peut leur apporter. Il ne sert à rien de devenir agressif ou de penser qu'on est mauvais si le patient se plaint toujours. S'il continue à venir, c'est que quelque part il apprécie cette approche du « care », « prendre soin de ». Au début, nous avons fait appel à un anthropologue qui venait chaque mois, analyser avec la lecture anthropologique, les plaintes de nos patients. Nous tentions de comprendre. Grâce à cette collaboration, j'ai mieux compris le monde qu'il y a derrière une plainte qui ne disparaît pas... Je pouvais entendre les femmes turques et peut-être mieux les comprendre et le leur montrer, les soutenir. Mais comme pour tout patient, derrière les symptômes, il y a peut-être aussi un monde que je ne connais pas. Restons modestes. Voyons ce qu'on peut faire pour l'aider.

Êtes-vous un expert des communautés migrantes ?

La population de la Maison médicale était surtout turque et marocaine. On a créé le Comité socio-médical pour la santé des immigrés¹ avec Albert Bastenier, Felice Dassetto. Nous nous sommes mis ensemble pour réfléchir et être plus efficaces face aux problèmes soulevés. Moi, j'étais surtout Monsieur Turc. Je ne connaissais que quelques mots, mais je savais dire si l'enfant traduisait mal au niveau de l'organe concerné, et donc ils pensaient que je parlais turc. Toujours, nous laissions décider la personne. Parfois, nous faisons appel à une traductrice, mais cela ne correspondait pas nécessairement à ce que les patients souhaitaient. Cela nous éloigne de mai 68. Nous n'étions pas dans la critique de la médecine traditionnelle mais du système. J'ai adhéré à la réflexion du GERM (Groupe d'étude pour une réforme de la médecine). Au fur et à mesure de ma pratique, j'ai compris que les intervenants de santé sont beaucoup trop prétentieux quand ils pensent pouvoir gérer la santé des gens. Je peux jouer sur 10 % de cette santé, de ce bien-être. Pour le reste, soyons modestes et voyons ce qu'on peut apporter. Or le discours médical actuel est assez glorifiant : on soigne tout, on guérit tout, et si l'espérance de vie augmente, c'est grâce à nous. Les études montrent que l'allongement de la vie est d'autant plus élevé dans les pays de niveau de richesse égale que la disparité des revenus est petite. C'est le sentiment de bien-être des gens, et plus d'égalité, qui permet l'allongement de la vie, pas seulement la médecine !

¹Création en 1978, par un groupe de médecins, travailleurs sociaux et sociologues en dehors de toute appartenance politique ou confessionnelle et dans un esprit pluraliste. Elle entend faciliter l'accès à la santé des populations issue des immigrations en Belgique. L'association lutte contre les inégalités sociales de santé touchant de plein fouet les populations immigrées par le biais d'un travail de traduction et d'information adaptée à ces publics. Il fournit également un soutien aux professionnels à travers un centre de documentation, l'organisation de journées d'étude, des interventions en formation et la publication d'un périodique intitulé Santé immigrés (6 numéros par an). Deviens Culture et santé en 1974 et est reconnue comme organisation d'éducation permanente.

LES AVENTURES DU GAUCHISME DANS LES ANNÉES 1968

Par Jean Vogel,
maître d'enseignement et de conférences
en sciences politiques - ULB



Meeting de l'extrême gauche le 9 mai 1968 à la Mutualité

Dans un article écrit en 1969, l'historien Marcel Liebman caractérisait 1968 comme ayant représenté « l'année du gauchisme », avant tout parce qu'il s'était agi d'une « année qui a vu éclater et se déverser comme un torrent toute cette colère longtemps accumulée, tout ce besoin de radicalisme, toute cette passion révolutionnaire que les communistes n'avaient ni prévus, ni souhaités »². Un examen aujourd'hui, avec un demi-siècle de distance, permet de différencier et d'éclairer les quatre différents plans où le gauchisme a marqué « son année » avec des intensités très variables.

Le plus important s'est incontestablement joué dans le registre des affects et des émotions collectives. Les golden sixties avaient été vécues, au sein des pays capitalistes industrialisés, comme une période lisse, une « ère de convergences » selon l'expression de Raymond Aron. Les passions, les violences, les explosions de joie ou de colère semblaient définitivement reléguées aux marges, dans ces franges obscures de la vie sociale que la rationalité technologique n'avait pas encore remodelées. Avec l'année du gauchisme, la révolte a fait son retour au centre de la cité et est redevenue un premier moteur de l'action politique.

En deuxième lieu, l'année du gauchisme a ressuscité des formes d'action et de lutte, et des modes d'organisation des luttes qui paraissaient relever de l'ancienne histoire. La grève générale avec occupation des lieux de travail, l'assemblée générale comme seule instance souveraine, l'exercice de la démocratie directe et le refus de la délégation du pouvoir, l'explosion de la libre parole et sa circulation illimitée représentaient sans

doute un héritage du mouvement ouvrier, mais la génération 68 les a réinventés, recréés comme pour la première fois.

Ensuite, mais à un moindre degré, des idées politiques considérées, comme gauchistes et marginalisées jusqu'alors, ont trouvé une audience insoupçonnée. Transposées dans les discours, les mots d'ordre ou les graffitis, on vit fleurir bien des notions relevant des patrimoines marxiste ou libertaire : solidarité internationale de tous les travailleurs et de tous les opprimés, dénonciation de l'autorité, du capital et de l'Etat, refus des hiérarchies et des inégalités, critique des aliénations inhérentes au travail, à la consommation ou aux loisirs. Ce qui était ainsi transposé relevait beaucoup moins d'une idéologie structurée ou d'un programme politique que d'une thématique et même d'une sémantique. Des mots comme « capitalisme », « impérialisme », « société bourgeoise » et, par-dessus tout, « révolution » redevaient du langage courant.

Il faut reconnaître, enfin, le rôle joué par les organisations gauchistes proprement dites, principalement trotskystes ou marxistes-léninistes « pro-chinoises »³ et dans une plus faible mesure anarchistes ou conseillistes. Dans l'effervescence de l'explosion, ces organisations ont rempli une fonction qui dépassait largement leur faible implantation (aggravée par leurs innombrables divisions). Des groupes de quelques dizaines de membres trouvaient soudain une audience et une résonance auparavant inimaginables. C'est de là que provient aussi l'illusion d'optique partagée en France par le gouvernement de de Gaulle⁴ et le Parti communiste pour lesquels le « retour à la normale » impliquait d'abord de casser les reins aux organisations gauchistes.

Si on l'envisage sous ces quatre aspects réunis, « l'année du gauchisme 1968 » ouvre une période relativement brève (elle prendra fin vers 1976-77) d'instabilité sociale et morale accentuée. La paix sociale dans les usines est mise à mal et les valeurs bourgeoises dans les cerveaux le sont aussi. Dans un premier temps, les partisans et défenseurs de l'état de choses établi se taisent ou s'expriment de façon voilée : ils ont honte de ce qu'ils représentent. 1968 ouvre également la période du début de la fin pour les partis communistes, tant là où ils exerçaient une hégémonie effective dans le mouvement social (France, Italie et, clandestinement,



¹ Par gauchisme, on entend dans cet article les courants qui se situent « à gauche » des partis communistes traditionnels que sont le PCB en Belgique, le PCF en France, ou le PCI en Italie. Ce sont essentiellement des courants de type antistalinien ou « trotskiste », maoïstes ou anarchistes et libertaires.

² Cf. M. Liebman, *Entre histoire et politique. Dix portraits*, Bruxelles, Ed. Aden, 2006, p. 224.

³ On ne disait pas encore « maoïste » en 1968.

⁴ Le 11 juin 1968 le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin fait adopter un décret qui met hors la loi onze organisations ou groupes « révolutionnaires ». D'autres suivront en 1969 et 1970.



Portugal, Espagne) qu'ailleurs (en Belgique par exemple) où le « communisme » servait surtout à polariser l'imaginaire politique.

Le développement (en importance numérique et en influence) des organisations politiques gauchistes (essentiellement trotskystes ou marxistes-léninistes) est un phénomène politique postérieur à 1968. Il correspond à une coupure qui va s'accroissant entre la frange militante et la frange culturelle, celle ayant rapport aux mœurs et au mode de vie, des mouvements de jeunesse contestataire. La frange politique s'est alors majoritairement « léninisée », c'est-à-dire s'est trouvée captée et obnubilée par l'objectif de mettre sur pied un parti révolutionnaire sur le modèle léniniste, avec un discours moulé sur la grammaire politique léniniste. Une fois de plus, comme Marx l'avait déploré en 1848, « la tradition de toutes les générations mortes pesait comme un cauchemar sur le cerveau des vivants ». L'aspiration fortement exprimée au cours de l'année 68 à une « révolution moderne » visant à bouleverser le contenu de la « société moderne » se trouvait écrasée par une compulsion de répéti-

tion forcément impuissante à changer le monde. Elle allait se trouver récupérée et totalement dénaturée quelques années plus tard avec la « révolution néolibérale » des années 1980.

Le reflux de la vague commença dès 1976. La grande majorité des organisations politiques gauchistes de l'époque disparurent ou végétèrent sous forme de sectes groupusculaires. Quelques-unes formèrent l'ossature d'un courant d'extrême-gauche toujours présent quoique resté fort minoritaire.

Dans trois cas seulement - le Parti socialiste (SP) aux Pays-Bas, le Bloc de gauche au Portugal et le Parti du Travail de Belgique (PTB), après bien des vicissitudes, elles donnèrent naissance à des formations politiques représentatives, mais très éloignées du modèle initialement visé.

LE « MAI RAMPANT » D'ITALIE



Par Pietro Iosi
CIEP-MOC Bruxelles

Le contexte de l'économie italienne avant 68

Les années 50 en Italie, juste après la libération du fascisme, furent caractérisées par une forte expansion économique typique du boom de l'après-guerre. Les transformations socio-économiques bouleversèrent le pays. Le taux de chômage est très bas : en 1961, les chômeurs étaient 800.000, soit 3,9% de la population active. Entre 1959-63, la production manufacturière a augmenté de 10,1% en moyenne chaque année, la productivité par employé de 7,6% et les investissements de 13,8%. La croissance économique était là, mais la grande majorité des Italiens ne bénéficiaient pas de cette richesse¹.

Le contexte international influence toute une génération

Pendant toute une décennie se formait en Italie une génération marquée par les événements politiques internationaux : les révolutions algérienne et cubaine, les manifestations contre la guerre du Vietnam, la mort de Che Guevara en Bolivie, la révolution culturelle chinoise et la lutte pour les droits civiques aux États-Unis. Vers la fin des années 60, des milliers de jeunes italiens finirent par se rebeller contre le statu quo, en revêtant une attitude contestataire profondément anticapitaliste et anti-impérialiste. Dans les « tavernes », les nouvelles générations écoutaient les discours des vieux partisans antifascistes qui étaient mécontents des politiques réactionnaires menées par le parti majoritaire au parlement, la Démocratie Chrétienne².

Ils considéraient avoir lutté contre le fascisme non pas pour se retrouver dans une Italie aux mains des plus riches et des patrons mais bien pour une Italie sociale et égalitaire³.

Le contexte idéologique et le débat à gauche

La polarisation de la société et son impact sur la politisation des masses a été énorme. Les débats à gauche se développaient dans et hors syndicats et du PCI (le plus grand parti communiste européen avec 1.503.816 membres en 1968). La naissance du Parti Socialiste Italien d'Unité Proletarienne (PSIUP) en 1964, issu d'une scission du Parti Socialiste, montrait l'expression d'une forte radicalisation idéologique de la classe ouvrière italienne en favorisant la naissance de plusieurs organisations d'inspiration marxiste-léniniste. De larges couches populaires participaient activement à la vie politique puisqu'elles faisaient partie d'une société en pleine ébullition et très politisée. Les assemblées du personnel, les tractages par les étudiants et les intellectuels devant les usines étaient quotidiens. Le monde catholique donnera également sa contribution aux contestations étudiantes dans un climat de renouvellement de l'Église, inauguré par le pontificat de Jean XXIII lors du Concile du Vatican II, et par les luttes de libération dans les pays d'Amérique latine, influencées par la théologie de la libération (avec des figures catholiques comme Camilo Torres). Dans l'ensemble, les jeunes étudiants et les ouvriers étaient immergés dans un contexte idéologique commun dans lequel les valeurs de solidarité, d'action collective et de lutte contre l'injustice sociale, pour l'amélioration des conditions de vie des couches populaires, inspiraient toutes



¹Pour les chiffres : <https://www.istat.it/it/files/2011/03/Italia-in-cifre.pdf>

²A ne pas confondre avec la Démocratie chrétienne belge, la DC italienne était le parti conservateur à l'instar du CVP chez nous.

³Voir : « Lettera a mi figlio », Mario Capanna, Dalai Editore, 2005.

les couches sociales qui s'opposaient à l'individualisme et au consumérisme du capitalisme typique des trente glorieuses.

La révolte étudiante explose et se lie aux luttes ouvrières

Contrairement au mai 68 français qui a été court mais intense, le mouvement de protestation italien des années 60 a été plus profond et plus long. Il s'est propagé des universités et des écoles secondaires pour arriver dans les usines, en bouleversant toute la société, ses valeurs et ses mœurs. Les jeunes ne partageaient pas les valeurs dominantes de l'Italie du « miracle économique » : l'individualisme, l'exaltation de la famille, la course à la consommation et une morale traditionaliste. À l'automne 1967, le mouvement dans les universités italiennes a commencé. L'élément déclencheur était la présentation de la loi du ministre Gui qui visait à introduire des critères de sélection dans les écoles dans un contexte où les niveaux de sélection étaient déjà très élevés. De 1961 à 1967, le nombre d'étudiants universitaires a doublé, atteignant environ un demi-million. En 1967-1968, l'agitation dans les universités prit des dimensions et des aspects jamais vues auparavant. De novembre 1967 à juin 1968, il y eut 102 occupations de sites ou facultés universitaires ; 31 sièges universitaires sur 33 furent totalement ou partiellement occupés au moins une fois⁴. La grande majorité des étudiants étaient aussi travailleurs. L'Etat ne garantissait aucune sorte de bourse ou de subvention, ce qui faisait de l'enseignement un enseignement de classe. Les luttes étudiantes et la naissance du mouvement étudiant dépassèrent la traditionnelle demande de réforme démocratique de l'école et des moyens de représentation étudiante pour lui substituer la pratique de la démocratie directe basée sur l'assemblée générale et sur les groupes d'étude et de travail. La lutte investit donc le système dans son ensemble et chaque forme de domination et de pouvoir⁵.

Le mouvement ouvrier

La classe ouvrière, elle aussi concernée par des processus de renouvellement et de recomposition, a connu un changement générationnel via le flux de travailleurs provenant du sud. Ces ouvriers se trouvèrent, en 1969, à la tête du mouvement de lutte dans les usines. C'étaient les « ouvriers masse », selon le terme de « l'opéraïsme italien », des jeunes travailleurs, souvent immigrés, travaillant surtout à la chaîne, peu syndicalisés, sujets à la parcellisation des fonctions liée à la diffusion du taylorisme dans les usines⁶. En 1969, il y eut une explosion des grèves ouvrières dans les usines. C'était « l'automne chaud ». Cette année-là, les principales catégories entrèrent dans la lutte pour demander des meilleures conditions de travail : les enseignants, les ouvriers de l'industrie du caoutchouc et du papier, les polygraphes, les travailleurs du textile, les métallurgistes, etc. Les

ouvriers commencèrent à entrer en action au niveau national à partir de l'usine de Marzotto à Valdarno, à la Pirelli à Milan et Port Marghera à Venise. Fin novembre 1968, à Avola en Sicile, 3000 ouvriers agricoles descendent dans la rue pour attaquer les propriétaires terriens. L'agitation défendait comme revendications : le renouvellement de contrats collectifs de travail, l'augmentation des salaires égaux pour tous, la réduction des heures de travail et la reconnaissance des jours de congé. Ces



Affiche du mai rampant italien

événements échappaient souvent à la compréhension des organisations syndicales et des partis politiques liés au mouvement ouvrier. Les syndicats officiels étaient complètement dépassés par les Comités d'Unité de Base (CUB), des comités larges et unitaires qui incluaient des travailleurs de diverses tendances et syndicats afin de converger vers un programme commun. Les luttes s'articulaient dans les formes les plus variées : les marches internes, les grèves « hoquets », les « chats sauvages », les grèves « échiquiers ». Ces méthodes d'action se répandaient allant jusqu'à des formes de contrôle des travailleurs sur les rythmes de travail et, dans certains cas, de sabotage.

Le mouvement féministe

Le féminisme dit de la « deuxième vague » s'est répandu en Italie à partir de 1968 et surtout pendant les années 1970. Les sociologues parlent de « deuxième vague » parce que l'attention n'était plus portée sur la demande d'égalité et d'assimilation au monde masculin, comme ce fut le cas pour les premières revendications féministes au XIX^e siècle, mais sur les différences de genre.

⁴ « Avant, pendant et après le 68 italien », Diego Giacchetti, Contre temps, 18 Avril 2018.

⁵ Ibid.

⁶ Turchetto M., De l'ouvrier masse à l'entrepreneuriat commune : la trajectoire déconcertante de l'opéraïsme italien, in J. Bidet et E. Kouvélakis (éd.), Dictionnaire Marx contemporain, PUF, Paris, 2001.





L'idée était de construire une société qui prenne en compte les caractéristiques féminines tout en garantissant l'égalité des droits. Ce n'était pas un mouvement unique et centralisé : de nombreux groupes naissaient, souvent caractérisés par plusieurs tendances. En 1968, les idées d'égalité qui imprégnaient la lutte et l'engagement des étudiant.e.s et ouvrier.e.s ne prenaient pas forcément en compte les différences de genre. C'est dans ce contexte de prise de conscience des femmes et de leurs revendications spécifiques que les commissions non-mixtes se forment au sein des organisations politiques du mouvement. Les femmes organisaient des blocs autonomes dans les cortèges en criant : « mon utérus, mon choix ». Elles renforçaient le mouvement de contestation avec leurs revendications sur le partage de tâches à la maison, sur le droit au divorce et à l'avortement. Grâce à cette mobilisation, elles ont gagné le référendum de 1974 qui a abouti au droit au divorce et à la loi 194 qui a donné accès au droit à l'avortement en 1978.

Conclusion

Réactionnaires et conservateurs ne perdent pas une occasion d'attaquer le mouvement, non seulement en soulignant les erreurs, mais en attribuant à cette phase historique les caractéristiques les plus négatives de violence et de chaos. Comme si 68 avait été une force de pouvoir réactionnaire et non un mouvement d'opposition et de protestation globale. Même s'il n'a pas conquis le pouvoir politique, il a transformé la plupart des consciences du pays, permettant ainsi des énormes

avancées pour les classes populaires et le mouvement ouvrier italien. Les actions collectives et la participation active des jeunes et des travailleurs à la vie politique ont permis les plus importantes conquêtes sociales de l'histoire d'Italie : le statut des travailleurs, une démocratisation de l'université, le droit au divorce et à l'avortement. Le mouvement étudiant et le mouvement féministe ont produit des changements radicaux dans les coutumes, dans la musique et dans le cinéma en passant par la mode, les relations sociales, interpersonnelles et familiales. Les luttes étudiantes et ouvrières de la période 1968-1969 montraient la force de l'action collective qui a fait de la gauche une force hégémonique dans la société. Dans les usines, les luttes ouvrières modifièrent les rapports de force en faveur des travailleurs. Des thèmes tels que l'organisation de la production, les rythmes et les temps de travail, l'ambiance de travail, qui auparavant faisaient l'objet de décisions prises en charge par la direction de l'entreprise, furent subordonnés à la négociation de délégués ouvriers élus par des assemblées. À travers l'introduction des conseils d'usine et de délégués, acceptés par les syndicats en remplacement des vieilles commissions internes, les travailleurs trouvèrent une manière de défendre leurs intérêts. La convergence de la lutte entre le mouvement étudiant et ouvrier, les méthodes d'action et la volonté de changer de société restent des exemples historiques pour toutes celles et ceux qui veulent, encore aujourd'hui, défendre les intérêts du mouvement ouvrier et construire une société plus juste.

UNE CONVERGENCE DES LUTTES SERAIT-ELLE POSSIBLE AUJOURD'HUI, COMME EN MAI 1968 ?

Par Martin Willems
Permanent CNE Bruxelles

Non, peut-être !

Quel fol se risquerait à prophétiser la prochaine insurrection ? Le gouvernement passe une loi antisociale après l'autre et vide de l'intérieur (de son financement) notre sécurité sociale. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela ne provoque pas beaucoup d'effervescence. L'époque semble être à l'apathie politique. Il y a pourtant des raisons objectives pour une révolte, surtout des plus jeunes. Notre société est revenue à une richesse de patrimoine avec pour corollaire qu'il est quasiment impossible de s'élever par son seul travail. Qu'on observe par exemple la question du logement. Espérer se payer un beau logement par son seul travail (sans transmission de patrimoine familial) est, pour la plus grande partie de ceux qui deviennent adultes, illusoire, même avec deux revenus.

Mais si une jeunesse révoltée s'organisait, ce mouvement serait-il rejoint par d'autres segments de la classe laborieuse ? C'est déjà plus hasardeux de l'imaginer. De plus en plus souvent cette classe laborieuse, avec ses organisations syndicales, essaie tout au plus de se préserver une fin de carrière « sur sa lancée », quitte à brader les droits et libertés de ceux qui la suivent. C'est bien sûr un stratagème patronal : négocier le recul social tout en maintenant les acquis, histoire de ne pas mobiliser les travailleurs en place. Pour peu qu'on ait dix ans devant soi, c'est le meilleur moyen d'effacer radicalement des décennies de conquêtes. Une autre formulation de cet attrape-nigaud est de négocier une période de transition ou un recul social en paliers.

Traîner la patte pour reculer ne change rien au fait qu'in fine on arrive à la corde. A moins d'espérer qu'entretemps arrivent des jours meilleurs, ce qui semble être la seule stratégie des directions syndicales. Certes ce n'est jamais de là qu'il faut attendre le déclenchement de la révolte. Ce n'était pas non plus le cas en mai 1968. Les directions syndicales sont aujourd'hui complètement tétanisées ; ce n'est pas qu'elles cherchent à maintenir leur influence dans un équilibre des forces dynamique ; l'équilibre explose et c'est leur place (à table) qu'elles ne trouvent tout simplement plus. Peut-être est-ce justement bon signe : l'indice qu'une génération ne trouve plus ses repères, perd le leadership, et donc qu'une suivante pourrait s'en saisir. Pour autant la perspective d'une ample lutte intergénérationnelle n'est pas impossible. Il y a aussi beaucoup de travailleurs dont le parcours de vie n'a pas permis de constituer un matelas confortable, qui sont réduits à une pension dans la misère et à un exil en province. Quel est leur nombre ? Y a-t-il un lieu, un temps où ils forment la masse critique qui enclenche la réaction en chaîne ?

Il y a des signes, fleurs qui percent la couche étouffante du capitalisme de rentiers. A travers l'Europe, les partis traditionnels sont balayés ; se confond populisme et avant-garde populaire, pour le meilleur...ou pour le pire ; au moins s'ouvre le champ des possibles. Sur certains thèmes les collectifs de lutte se recomposent : syndicalistes avec agriculteurs, unis contre une mondialisation organisée

contre eux, par et pour les grands marchands (STOP TTIP). De larges mouvements citoyens (Tout Autre Chose ; Plateforme citoyenne) réunissent ceux que les institutions et les traditions voudraient diviser : flamands, wallons et bruxellois ; juges, médecins, avocats idéalistes et travailleurs précaires ; classes moyennes déclassées et migrants exilés. Tous se rendent compte que les moyens sociaux vont en masse à une caste ingrate et parasite ; que s'effritent la redistribution, mais aussi les services publics qui sont, bien au-delà des seuls fonctionnaires, le gagne-pain et la raison sociale de nombreux travailleurs. Ainsi l'avocat a besoin que la justice soit rendue. Le médecin tire ses revenus de notre système socialisé de santé. Sans inspection alimentaire fiable, le consommateur se détourne des produits de l'agriculture. Beaucoup d'entreprises, directement ou indirectement, dépendent des marchés publics. Les cheminots, en France, se mobilisent pour leurs successeurs. Les coursiers de Deliveroo, même lorsqu'ils sont aussi artistes ou étudiants, comprennent qu'on prend prétexte de leur aspiration à l'indépendance pour mieux les enchaîner.



Manifestation du non-marchand, 2016

La convergence des luttes est une évidence. Où, quand et si elle se cristallise est pure spéculation. Plutôt que dans des incantations, sans trop se désoler de l'apparente inutilité de nos efforts, notre énergie doit être résolument mise dans une nouvelle prise de conscience de classe (même s'il ne faut peut-être pas l'appeler ainsi). Les anciennes distinctions « statutaires » (indépendant/employé, fonction publique/secteur privé, chômeur/actif/pensionné/étudiant) n'ont plus de pertinence et ne servent qu'à nous diviser. Il n'existe que la confrontation entre ceux qui prétendent s'émanciper par leur activité et œuvrer au bien commun, et ceux qui prétendent dominer en prospérant de leurs rentes. On a déjà essayé de paramétrer le système ; maintenant, comme en Mai 68, on entend plus fort et plus souvent que le système doit surtout être réinventé, car ses règles de base sont viciées. Des slogans comme « Brisons les vieux engrenages », « Je participe, tu participes... ils profitent » ou « Est prolétaire celui qui n'a aucun pouvoir sur l'emploi de sa vie quotidienne et qui le sait » sont plus que jamais à afficher, de préférence là où c'est interdit !



MAI 68 ? RIEN N'EST FINI, TOUT COMMENCE !



Par Sébastien Daglinckx
JOC Bruxelles

Les années 60 en Belgique, une décennie marquée par un climat politique sous haute tension. De la grande grève de 60-61 contre les mesures d'austérité aux mouvements de protestation étudiante de l'année 68, cette décennie marque un tournant historique pour le petit royaume qui est le nôtre. D'abord sur le plan communautaire avec une séparation de plus en plus marquée entre volontés politiques flamandes et wallonnes, mais aussi et surtout en termes

anciennes querelles, les travailleurs sont invités à comprendre que l'intérêt de l'entreprise est avant tout le leur. Convergeant vers un même objectif de performance et de profit, chacun se voit offrir un panel d'opportunités et défis à relever. Dépassement de soi, ambition, esprit d'initiative sont désormais les maîtres mots de cette nouvelle éthique du travail qui ne laisse aucune place à la médiocrité. Des idéaux qui justifient tout, de l'hyper-flexibilité des horaires,



Rassemblement Deliveroo à Paris

de rapports de force et de luttes ouvrières. La défaite de 60-61 inaugurerait en effet une longue série de coups durs pour la classe ouvrière aboutissant à un éclatement et une atomisation non seulement des mouvements ouvriers mais de la société dans son ensemble.

Comment dès lors imaginer s'extraire de cette situation et pouvoir à nouveau mener des combats d'une ampleur telle qu'à cette époque ? Alors même que nos gouvernements passent à la vitesse supérieure pour détricoter encore un peu plus chacune des conquêtes sociales du passé, comment expliquer le peu de résistance qui leur est opposée ? Car s'il est vrai que les mesures proposées aujourd'hui ressemblent à s'y méprendre à celles proposées dans le projet de « Loi unique » du gouvernement Eyskens en 60 (attaques sur le chômage et les pensions, désinvestissement des secteurs sociaux, augmentation des impôts indirects, etc.), force est de constater que la riposte tarde à arriver. Evidemment, le contexte a bien changé. Le monde ouvrier belge après cinq décennies d'attaques incessantes, de restructurations massives et de répression semble aujourd'hui réduit à une peau de chagrin. Les anciennes solidarités ouvrières ont cédé la place à la concurrence et au chacun pour soi.

Dans cette nouvelle économie largement tertiaisée faisant la part belle aux techniques néo-managériales, il n'y a plus de place pour le conflit social. En lieu et place de ces

aux prises de risques inconsidérés, en passant par la surveillance généralisée entre travailleurs/concurrents. On assiste à la consécration de la société « panoptique » dont parlait Foucault il y a plus de quarante ans : c'est-à-dire une surveillance généralisée et intériorisée au point de nous transformer nous-mêmes en nos propres bourreaux et en agents de contrôle du travail des autres. Une violence qui, loin d'être abstraite, a des implications bien concrètes, comme en témoignent l'explosion du nombre de burn-outs et les nombreux problèmes physiques liés à la pénibilité du travail et aux cadences.

C'est ce modèle que nous vendent les promoteurs de l'ubérisation du travail, où les travailleurs sans droit enrichissent des propriétaires d'applications pour smartphones, et ce à grands renforts de communication et avec la collaboration d'un Etat stratège qui ne cherche même plus à masquer ses collusions avec le monde de la finance et des grandes entreprises. Un modèle soutenu par des politiques de mise au travail de plus en plus violentes et intrusives. Après la disparition des allocations d'insertion et le renforcement du contrôle des chômeurs, c'est l'introduction de la contractualisation dans l'accès aux aides sociales (le CPAS était autrefois le dernier filet permettant d'assurer une vie digne). Tout cela ouvre une voie royale aux nou-



velles formes d'emploi ultra-précaires : intérim à durée indéterminée, jobs d'étudiants sous-payés, contrats à la journée, etc. Plus question de faire la fine bouche, il faut accepter n'importe quel job, à n'importe quel prix et gare à vous si vous ne vous montrez pas à la hauteur. Ce ne sont pas les remplaçants qui manquent.

Au cœur de cette société atomisée où l'individualisme est poussé à son paroxysme, comment ne pas comprendre que certains préfèrent tirer leur épingle du jeu ? Délaissant l'action collective et baignés de propagande antisyndicale, raciste, de préjugés de classe, beaucoup cherchent avant tout à sauver leur peau. N'y aurait-il pas là justement une occasion à saisir pour la recomposition d'un mouvement ouvrier digne de ce nom ? La réponse aux détresses de tous les jours ayant été accaparée par un travail social qui n'est peut-être pas tant dépolitisé qu'il n'est dépolitisant, n'y a-t-il pas là un terrain à reconquérir pour la gauche ? Proposer des alternatives à ce monde d'individus isolés, recréer du collectif sur base de difficultés communes, trouver d'autres manières de se loger, de se rencontrer, de produire... Autant d'opportunités de rassembler et politiser des vécus, de tenter de trouver par-delà nos individualités ce qui peut faire sens commun.

C'est ce que font à leur échelle celles et ceux qui luttent au jour le jour et depuis la base contre chaque nouvelle réforme de ces gouvernements du libre marché. De ces délégués syndicaux qui continuent leur travail de fourmi sur le terrain de l'entreprise, du secteur et de l'interprofessionnel, aux anciens coursiers de Deliveroo qui après avoir mené une lutte de plusieurs mois, tentent de monter

leur coopérative de distribution de repas, en passant par les étudiants occupant les universités françaises pour protester contre l'introduction des logiques managériales dans l'enseignement, les mouvements de résistance aux grands travaux inutiles et polluants (tels que l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou le Dakota Access Pipeline) ou encore les collectifs de sans-papiers qui résistent et occupent.

Partout dans le monde les solidarités tentent de se reconfigurer, de trouver au milieu de ce chaos et malgré l'accélération extrême de la production et des moyens de communication le chemin pour consolider ces liens qui nous permettraient de faire face collectivement aux défis qui nous attendent. Usant de ces nouveaux outils, de nouveaux moyens de lutte s'expérimentent, des réseaux qui auraient été impossibles avant l'avènement d'internet se développent, les idées fusent et se rencontrent à une vitesse inédite, les soutiens internationaux se multiplient...

Peut-être faudra-t-il encore quelques printemps pour voir aboutir un mouvement social plus mur et plus solide, à même de faire front contre les politiques actuelles, mais l'esprit de 68 n'est pas mort, loin de là ! Il s'est estompé quelque peu, cherchant de nouvelles voies, prenant du recul pour mieux appréhender cette ère néolibérale marquée par l'explosion numérique, tentant de ne pas reproduire les erreurs de jeunesse. À nous de matérialiser ces espoirs et de trouver là où l'austérité nous divise, les luttes qui nous rapprochent !

Education à l'environnement

Beaucoup d'idées circulent sur l'environnement, ses enjeux, l'accumulation des déchets dans nos villes et dans le monde...

Où vont nos déchets ? Comment se transforment-ils ? Peut-on faire quelque chose au quotidien dans ce domaine ? Ne sont-ils pas de plus en plus présents ? Est-ce que les déchets sont une richesse et pour qui ? Comment la société peut-elle absorber ce volume croissant d'objets que l'on jette de plus en plus vite ?

Le CIEP B vous propose une visite éducative de l'atelier du CF2D, la découverte concrète des enjeux de la réutilisation du matériel, des moyens de le réparer sans frais, de la valorisation de ce dernier quand celui-ci ne fonctionne plus, du cycle de vie des objets électriques que nous consommons.

Cette visite est l'occasion de faire le point sur ce qui nous entoure au quotidien mais aussi de nous positionner comme consommateur ou citoyen plus responsable. C'est aussi une manière de changer concrètement notre manière de voir et de faire, en gérant mieux notre environnement.

INFORMATIONS AUPRÈS DE BERNARD GOFFINET 0496 15 18 46 OU À CIEP.SECR@MOCBXL.BE



AGENDA

Jeudi 14 juin de 14h à 16h30

Animations et Ateliers sur « **la lutte contre les discriminations et pour la diversité** »

Campagne « Apéro Chapo » de Énéo et Altéo

Organisateur : Énéo, mouvement social des aînés

Lieu : Notre-Dame du Chant d'oiseau, 3a rue des Franciscains à 1150 Woluwe-Saint-Pierre

Participation gratuite mais inscription obligatoire au 02 501 58 10 (de 9h à 12h30) ou bruxelles@eneo.be

Plus d'informations sur la campagne sur www.aperochapo.be

Jeudi 14 juin de 20h00 à 22h00 (accueil 19h15)

Conférence sur « **Zéro déchet** » avec le témoignage de Sylvie Droulans

Organisateur : Service Infor Santé de la Mutualité Saint-Michel

Lieu : IHECS — rue de l'Étuve 58-60, 1000 Bruxelles

Infos : www.mc.be/bien-etre-bxl infor.sante.bxl@mc.be ou 02 / 501 55 19

Samedi le 16 juin 2018 de 10h à 13h

Conférence-débat sur l'immigration « **Qui sont ces immigrés ?** »

Organisateur : ISCO Bruxelles

Lieu : Galerie Agora. rue du Marché aux Herbes 105/40. 1000 Bruxelles

Samedi 16 juin de 14h à 17h

Débat démocratique dans le cadre des **élections communales**
Des ateliers sur vos préoccupations : le logement, les droits des femmes, la mobilité, l'emploi, les services publics, la santé pour tou.te.s etc., animés par des personnes impliquées dans divers mouvements sociaux

Organisateur : CIEP-MOC Bruxelles

Lieu : 253 Chaussée d'Helmet — 1030 Schaerbeek

Infos : gilles.maufroy@mocbxl.be — Goûter, boissons et garderie prévus !

Jeudi 21 juin 2018 de 12h à 14h et 19h30 à 21h30

Projection et débat autour du film « **Sans papiers et sans voix** » de Jean -Jacques Mathy & Denise Vindevogel

1ère séance : 12h à 14 à l'espace citoyen à la Rue de la Grande île n°8 (100m des Halles Saint Géry)

2ième séance : 19h30 à 21h30 à la rue de l'Épée n°8 — 1000 BRUXELLES

Info et inscription : renouprez@equipespopulaires.be

Jeudi 21 juin 2018 de 17h30 à 20h

Débat démocratique dans le cadre des « **élections communales** »

Présentation des résultats de l'enquête menée par la CSC Bruxelles dans les centres de services et discussion collective pour définir les revendications à présenter aux candidats lors de la rencontre programmée le 24 septembre

Organisateur : CIEP-MOC Bruxelles co-organisé avec la CSC de Bruxelles Ville

Lieu : Rue Pléтинckx 19 — 1000 Bruxelles

Infos : pietro.tosi@mocbxl.be

Lundi 2 juillet au mercredi 8 août 2018

— chaque lundi et mercredi de 18h30 à 19h30

Activité physique : Module de Renforcement musculaire et équilibre en complément du programme « **Je cours pour ma forme** »

Organisateur : Service Infor Santé de la Mutualité Saint-Michel

Lieu : Complexe sportif d'Evere - Avenue des anciens combattants 300, 1140 Evere

Infos : infor.sante.bxl@mc.be ou 02 / 501 55 19

Dès lundi 28 mai 2018

Lancement des inscriptions pour la prochaine session d'automne du 17 septembre au 16 décembre 2018 du programme « **Je cours pour ma forme** »

Organisateur : Service Infor Santé de la Mutualité Saint-Michel

Lieu : 11 lieux dans Bruxelles

infos : www.mc.be/jcpmf-bxl ou infor.sante.bxl@mc.be ou 02 / 501 55 19

Pour s'abonner
au Chou de Bruxelles,
versez
10 euros sur le compte
BE 799-5501554-07
avec la mention
« abonnement au Chou ».

Éditrice responsable :
Myriam Djegham
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
Impression : CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles
tél : 02/538 01 92
fax : 02/534 38 89
Design : Pixel & CO

